



Secrétariat Exécutif du Conseil National
pour la Nutrition, l'Alimentation
et le développement de la Petite Enfance



République de Côte d'Ivoire
Union-Discipline-Travail

Cabinet du Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

Rapport



PNMIN

Plateforme Nationale Multisectorielle
d'Information pour la Nutrition

Revue à mi parcours du projet « Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition (PNMIN) » 2018-2020

Février 2021



Table des matières

REMERCIEMENTS	i
RESUME	iii
SIGLES ET ABREVIATIONS	vi
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATIF	1
II. OBJECTIFS DE LA REVUE	1
III. METHODOLOGIE	2
IV. RESULTATS	3
IV.1. EFFICACITE	3
IV.2. DEPENSES ET ABSORPTION	11
IV.3. PERENNISATION OU DURABILITE.....	12
V. PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE	13
V.1. FORCES	13
V.2. FAIBLESSES	15
VI. THEORIE DU CHANGEMENT	17
VI.1. OPORTUNITES	19
VI.2. MENACES	19
CONCLUSION	19
RECOMMANDATIONS	20
ANNEXES	viii

REMERCIEMENTS

Le Secrétariat Exécutif du Conseil National pour la Nutrition, l’Alimentation et le développement de la Petite Enfance (SE CONNAPE) exprime ses remerciements à toutes les parties prenantes et les acteurs qui ont contribué à la réalisation de cette mission de revue à mi-parcours du projet : « Plateforme Nationale Multisectorielle d’Information pour la Nutrition (PNMIN) 2018-2020 »

Nos remerciements s’adressent particulièrement :

- à l’Union Européenne (UE) ;
- au bureau pays du Fonds des Nations Unies pour l’Enfance (UNICEF) ;
- à Capacity for Nutrition (C4N) ;
- au Programme FIRST ;
- aux Ministères Sectoriels ;
- aux personnes-ressources des autres agences (OMS, FAO) et structures nationales et internationales.

Le SE CONNAPE compte sur l’engagement de tous dans la prise en compte des résultats de cette revue et les recommandations qui en découlent pour l’amélioration de la disponibilité des données de qualité sur la nutrition.

Résumé

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National Multisectoriel de Nutrition (PNMN) 2016-2020, le Gouvernement ivoirien bénéficie de l'appui financier de l'Union Européenne (UE) et de l'appui technique de l'UNICEF pour mettre en place une Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition (PNMIN). Cette initiative vise à opérationnaliser un système d'information pour collecter et analyser les données issues de tous les secteurs concernés par la nutrition, en vue d'orienter la prise de décision et les investissements en nutrition.

La Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition (PNMIN), avec un budget de 1 598 108 Euros, a été conçue pour une durée de 48 mois. La mise en œuvre a démarré en avril 2018.

Le but de l'initiative PNMIN est de contribuer à la réduction de la sous-alimentation chronique afin d'atteindre les cibles à l'horizon 2025.

Après deux années (24 mois) de mise en œuvre du projet, une revue à mi-parcours est initiée en vue d'apprécier le niveau de réalisation du projet, de déceler les éventuels goulots d'étranglement et d'y apporter des solutions correctrices.

La démarche méthodologique utilisée pour la revue a consisté à : (i) faire l'état des lieux et une analyse critique de la mise en œuvre du projet ; (ii) apprécier le niveau d'atteinte des résultats programmatiques et financiers ; (iii) identifier les goulots d'étranglements et les gaps concernant les performances institutionnelles, programmatiques et financières ; (iv) faire des recommandations.

Par ailleurs, l'approche participative adoptée a favorisé le maximum d'échanges avec les diverses parties prenantes. Pour atteindre les résultats, trois grandes étapes ont été réalisées : la revue documentaire, les entretiens avec les parties prenantes et la tenue des ateliers d'élaboration et de validation du rapport de la revue.

L'analyse des résultats montre qu'après deux (2) années de mise en œuvre du projet, 50% des activités n'ont pas connu un début de réalisation. L'absence de cibles annuelles ne permet pas de porter une analyse critique sur les performances réalisées pour les autres activités. Par ailleurs, 7 activités soit 19% des interventions ont des performances supérieures ou égales à 100% à mi-parcours du projet.

Le renforcement des capacités des parties prenantes a été un élément important dans la mise en œuvre du projet et a contribué à l'atteinte de certains résultats.

Un plan global de renforcement des capacités a été élaboré pour la période 2019-2023, décliné en cinq plans annuels. Le plan de 2019 a été mis en œuvre à travers la signature d'une convention en février 2019 entre l'UNICEF et l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA). Cette intervention a permis de former 40 participants issus de 13 Ministères clés comme prévu.

Le volet renforcement des capacités a mis un accent sur la priorisation et les questions d'analyse. Les parties prenantes ont été formées à la formulation des questions d'analyse de politiques nutritionnelles. Cette intervention a permis à 28 participants d'avoir une meilleure compréhension du cycle opérationnel de la PNMIN et de formuler par la suite 167 questions et sous-questions relatives aux politiques et en lien avec les priorités nationales et le calendrier décisionnel.

La communication pour la visibilité des interventions et des résultats des acquis par la PNMIN constitue une priorité pour le projet. Ainsi, un plan de communication a été élaboré par le SE-CONNAPE et l'UNICEF. L'objectif général de ce plan est d'amener toutes les parties prenantes à s'engager et à faciliter la production, la transmission, l'utilisation et le partage des données de nutrition, de l'alimentation et du développement de la petite enfance.

L'analyse des données financières des 2 premières années (Avril 2018-août 2020) montre un taux d'absorption relativement bon de 71% soit 56% pour l'année 1 et 82% pour l'année 2 par rapport au budget prévu.

L'augmentation du taux d'absorption de 56% en année 1 (avril 2018-mars 2019) à 82% en année 2 (avril 2019-mars 2020) est due à la facilitation des procédures administratives et la mise en œuvre d'un plan accélération.

La quasi-totalité du financement du projet est dépendante des financements extérieurs avec un seul bailleur. Ce budget est financé à hauteur de 81 % par l'Union Européenne et 19 % par l'Etat de Côte d'Ivoire ce qui pose le problème de la pérennisation. Sur les 2 premières années de mise en œuvre du projet, 707 935 713 FFCA ont été dépensés pour l'exécution des interventions dont 525 265 735 FCFA de l'UE soit 74 % et 180 670 000 FCFA de l'Etat de Côte d'Ivoire soit 26%.

Ces données montrent que des efforts restent à faire pour augmenter le niveau de la contribution des acteurs nationaux pour la pérennisation des interventions afin de réduire la dépendance vis-à-vis des financements extérieurs et d'un seul bailleur.

L'atteinte des résultats du projet est la résultante de plusieurs facteurs qui ont constitué les forces dans la mise en œuvre du projet :

- Le processus inclusif et participatif adopté par la PNMIN dans la mise en œuvre du projet a favorisé l'implication, l'appropriation et la motivation des parties prenantes notamment les sectoriels dans la mise en œuvre du plan national de nutrition. La PNMIN a contribué par ailleurs au renforcement du cadre de coordination multisectoriel de la nutrition qui a permis aux parties prenantes d'avoir une meilleure compréhension de la nutrition en tant que problème multisectoriel.
- La réalisation des ateliers de collecte et d'harmonisation des données a permis d'améliorer la disponibilité des données centralisées par la PNMIN.
- Le renforcement des capacités des parties prenantes notamment les sectoriels a constitué une force dans la mise en œuvre du projet et l'atteinte de certains résultats. L'existence d'un plan de renforcement des capacités a permis d'identifier les besoins des acteurs et les domaines de formation ce qui a permis la formation des parties prenantes notamment les acteurs à travers leurs points focaux. Le renforcement des capacités a porté aussi sur l'acquisition des équipements et logiciels pour l'Unité de Gestion du Projet.
- Plusieurs partenariats ont été signés d'une part avec tous les réseaux SUN, MEAL et MQSUN qui sont disponibles pour soutenir la PNMIN dans le volet du suivi et d'autre part avec la FAO, l'OMS, l'Ecole nationale des Statistiques et Economie Appliquée (ENSEA) pour la formation des acteurs et la réalisation des études¹. Ces initiatives ont permis de renforcer le partenariat avec les différents secteurs : le secteur public à travers les ministères, le secteur privé, la société civile et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Malgré les résultats acquis, le projet a connu des difficultés dans sa mise en œuvre qui n'ont pas permis d'avoir les résultats escomptés. En effet, 50% des interventions du projet n'ont pas été réalisées après 2 ans de mise en œuvre et ces faiblesses sont liées à plusieurs facteurs.

¹ Rapport annuel d'activités 2019 de la plateforme nationale multisectorielle d'information pour la nutrition : avril-mars 2019

L'étude réalisée par le C4N a mis en évidence une insuffisance dans la clarification des rôles et responsabilités de certains points focaux sectoriels et une faiblesse dans la description des liens entre la plateforme et les ministères sectoriels. Les procédures administratives mises en place dans le cadre de la gestion du projet notamment pour la validation des documents, la signature et autres éléments sont lourdes et manquent de fluidité et constituent un frein à la mise à disposition des fonds. Aussi, les sectoriels ne disposent pas de ressources financières supplémentaires pour la mise en œuvre des activités et cela pourrait avoir des conséquences sur la qualité des données produites.

Les données de certains sectoriels n'arrivent pas à temps et d'autres indicateurs ne figurent pas dans le dispositif statistique des ministères techniques et la rétro information de la PNMIN aux sectoriels concernant l'analyse et le rapportage des données n'est pas toujours systématique et on note le non-respect des délais de transmission des données par certains sectoriels pour alimenter l'application.

Le plan de communication élaboré n'est pas encore mis en œuvre et la communication au sein des sous-secteurs reste encore insuffisante et mérite d'être améliorée. L'absence de cellules PNMIN au sein des ministères et institutions pour la coordination des interventions des sous-secteurs constitue un frein à la diffusion et à la vulgarisation des interventions de la PNMIN.

La revue a noté d'une part l'absence de transfert des compétences au sein des sectoriels et d'autre part le processus d'identification, de priorisation des questions d'analyse qui est long et fastidieux selon les participants. Plusieurs formations programmées ont connu un retard dans le démarrage et cette situation est liée à l'environnement sanitaire de la COVID19. Des solutions de rechange ou correctrices telles que le E-learning auraient pu être mises en place pour assurer les formations.

Selon l'enquête réalisée par le C4N, les acteurs déplorent la faible implantation de la PNMIN au niveau déconcentré. Les acteurs et les parties prenantes au niveau des régions doivent être impliqués afin de renforcer la sensibilisation sur le programme et les questions de nutrition.

Sigles et Abréviations

BAD	Banque Africaine de Développement
C4N	Capacity For Nutrition
CCR	Cadre Commun de Résultats
CCSE	Cadre Commun de Suivi Evaluation
CNN	Conseil National pour la Nutrition
ENSEA	Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée
FAO	Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture
GSF	Global Support Facility
HACT	Harmonized Approach to Cash Transfers
INS	Institut National de Statistique
MICS	Multiple Indicator Cluster Surveys
ODD	Objectifs de Développement Durable
ODP	Open Data Portal
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PAO	Plan Annuel Opérationnel
PNIN	Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition
PNMIN	Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition
PNMN	Plan National Multisectoriel de la Nutrition
RAREN	Réseau Académique de Recherche et Education pour la Nutrition
SE-CONNAPÉ	Secrétariat Exécutif du Conseil National pour la Nutrition, l'Alimentation et le développement de la Petite Enfance
STP-CNN	Secrétariat Technique Permanent du Conseil National pour la Nutrition
SUN	Scaling Up Nutrition
UAD	Unité d'Analyse des Données
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UGP	Unité de Gestion du Projet
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

I. Contexte et justificatif

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National Multisectoriel de Nutrition (PNMN) 2016-2020, le Gouvernement ivoirien bénéficie de l'appui financier de l'Union Européenne (UE) et de l'appui technique de l'UNICEF pour mettre en place une Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition (PNMIN).

Cette initiative vise à opérationnaliser un système efficient de recueil de l'information pour collecter et analyser les données issues de tous les secteurs concernés par la nutrition, en vue d'orienter la prise de décision et les investissements en nutrition.

Le but de l'initiative PNMIN est de contribuer à la réduction de la sous-alimentation chronique afin d'atteindre les cibles à l'horizon 2025. Elle s'inscrit pleinement dans le Plan National Multisectoriel de Nutrition, en son axe stratégique sept (07) relatif à la création d'un environnement favorable et au renforcement de la gouvernance de la nutrition et dans le plan d'Action Nutrition de l'UE concernant l'amélioration de la base de connaissances et des évidences, de l'information et de la redevabilité relatives à la nutrition.

Les résultats attendus de l'initiative PNMIN sont :

- Résultat 1 : Les parties prenantes de gestion de l'information en nutrition ont des capacités accrues pour opérationnaliser et maintenir fonctionnelle la plateforme PNMIN ;
- Résultat 2 : Les parties prenantes sont capables d'utiliser les résultats de la PNMIN pour influencer et guider la mise en œuvre du PNMN 2016-2020.

Le projet PNMIN, appuyé financièrement par l'Union Européenne sur une période de 48 mois, a officiellement démarré en Côte d'Ivoire le 1er avril 2018. Cependant l'Unité de Gestion du Projet (UGP) est opérationnelle depuis le mois d'Août 2018, avec la finalisation du recrutement des staffs du projet aussi bien au niveau du SE-CONNAPE que de l'UNICEF. La fin de ce processus a été sanctionnée par un arrêté portant nomination des membres de l'UGP. En outre, le Comité Consultatif Multisectoriel dit Sous-comité technique de la plateforme a été formalisé à travers un arrêté de la Primature, portant organisation, attributions et fonctionnement en septembre 2018.

Après deux années (24 mois) de mise en œuvre du projet, il s'avère nécessaire de procéder à une revue à mi-parcours en vue d'apprécier le niveau de mise en œuvre du projet, de déceler les éventuels goulots d'étranglement et d'y apporter des solutions correctrices.

II. Objectifs de la revue

1. Objectif général

La revue à mi-parcours du projet PNMIN vise à renforcer la pertinence et l'efficacité du projet pour l'atteinte des résultats en faveur de la lutte contre la malnutrition en Côte d'Ivoire.

2. Objectifs spécifiques

1. Analyser les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats des Plans de Travail 2018, 2019 et 2020 ;
2. Analyser les principaux facteurs ayant facilité ou gêné (goulot d'étranglement) les progrès pour chaque produit ;

3. Proposer des solutions pragmatiques à la bonne marche du projet ;
4. Partager les bonnes pratiques y compris de collaboration intrasectorielle/intersectorielle, les difficultés et opportunités rencontrées ;
5. Définir les perspectives ou priorités pour la mise en œuvre du projet au cours des prochains 24 mois.

III. Méthodologie

La démarche méthodologique a consisté à : (i) faire l'état des lieux et une analyse critique de la mise en œuvre du projet ; (ii) apprécier le niveau d'atteinte des résultats programmatiques et financiers ; (iii) identifier les goulots d'étranglements et les gaps concernant les performances institutionnelles, programmatiques et financières ; (iv) faire des recommandations.

L'approche participative adoptée a favorisé le maximum d'échanges avec les diverses parties prenantes. Pour atteindre les résultats, trois grandes étapes ont été réalisées : la revue documentaire, les entretiens avec les parties prenantes et la tenue des ateliers d'élaboration et de validation du rapport de la revue.

1. La revue documentaire

Cette étape a consisté à analyser les documents suivants : (i) les documents projets, (ii) les plans d'action annuels, (iii) les différents rapports d'activités programmatiques et financiers, (iv) l'étude qualitative réalisée par l'équipe d'appui internationale Capacity for Nutrition (C4N) dans le cadre de la mise en œuvre de la Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition (PNMIN). Les détails des documents consultés figurent en annexe.

Cette revue documentaire a permis de mieux s'imprégner et avoir une bonne compréhension du projet : (i) des objectifs et des indicateurs, (ii) des interventions réalisées et les résultats obtenus, (iii) des faiblesses et goulot d'étranglement rencontrés dans la mise en œuvre du projet.

2. Les entretiens avec les parties prenantes

Des séances de travail ont été organisées durant le mois de septembre 2020 avec les parties prenantes du projet (SE-CONNAPÉ, PTF, sectoriels). Ces séances ont été renforcées lors de l'atelier de la revue compte tenu des délais. L'objectif était d'avoir une bonne compréhension du projet : les acteurs et parties prenantes, le processus de mise en œuvre, les différents ancrages et de mieux appréhender les différents problèmes rencontrés dans l'exécution.

3. Les ateliers d'élaboration et de validation du rapport de la revue

Un atelier organisé par le Secrétariat Exécutif du Conseil National pour la Nutrition l'Alimentation et le développement de la Petite Enfance (SE CONNAPÉ) du 21 au 25 septembre 2020 a permis aux participants de passer en revue les résultats du projet après 2 années de mises en œuvre et d'identifier les forces et faiblesses, les goulots d'étranglements et de proposer des recommandations et des interventions correctives pour les années 2021-2022. Cet atelier a vu la participation des différents acteurs et parties prenantes de la mise en œuvre du projet. La liste des participants de l'atelier est jointe en annexe.

L'atelier organisé du 14 au 18 décembre 2020 a été l'occasion pour le sous-comité technique de valider le rapport de la revue.



IV. Résultats

IV.1. Efficacité

Le projet a pour but de faciliter le dialogue multisectoriel et multi-acteur sur la nutrition et appuyer l'utilisation des informations et données existantes pour développer et ajuster les politiques et programmes. Sa mise en œuvre vise 2 principaux résultats :

- Résultat 1 : Les parties prenantes de gestion de l'information en nutrition ont des capacités accrues pour opérationnaliser et maintenir fonctionnelle la plateforme PNMIN.
- Résultat 2 : Les parties prenantes sont capables d'utiliser les résultats de la PNMIN pour influencer et guider la mise en œuvre du PNMIN 2016-2020.

L'atteinte de ces résultats contribuera à : (i) renforcer les capacités nationales pour centraliser, gérer et analyser l'information et les données de tous les secteurs qui ont une influence sur la nutrition, (ii) disséminer et utiliser l'information pour mieux guider le pays dans la prise de décisions pour prévenir la malnutrition et ses conséquences, (iii) mieux guider la mise en œuvre du Plan National Multisectoriel de Nutrition 2016-2020 et l'atteinte des Objectifs de Développement Durables (ODD) liés à la nutrition en Côte d'Ivoire.

La revue à mi-parcours du projet permettra de mesurer les résultats réalisés après 2 ans de mise en œuvre des interventions.

Le projet dans sa conception a défini les résultats, interventions et les cibles pour les 4 années de mises en œuvre. Cependant, les cibles n'ont pas été désagrégées par année et cela rend difficile la mesure des progrès réalisés à mi-parcours du projet. Aussi le projet ne dispose pas de plan de suivi évaluation qui définit le cadre et le mécanisme de suivi des interventions du projet.

Les résultats présentés portent sur les interventions réalisées du 1^{er} avril 2018 au 30 juillet 2020. Pour atteindre les résultats, différentes interventions ont été menées par les acteurs. Il s'agit de (i) la mise en place de l'Unité de Gestion du Projet qui a pour ancrage le Secrétariat Technique Permanent du Conseil National de la Nutrition, (ii) le recrutement du personnel du projet par appel à candidature avec un arrêté portant nomination des membres de l'Unité de Gestion du Projet par la primature, (iii) la formalisation du Comité Consultatif Multisectoriel dit sous-comité technique de la plateforme par un arrêté du Premier Ministre portant organisation, attributions et fonctionnement du sous-comité technique de la PNMIN, (iv) la finalisation du Cadre Commun de Suivi et Evaluation du PNMIN (2016-2020) et l'identification de 150 indicateurs, (v) la mise à jour du tableau de bord de la Plateforme National Multisectorielle d'Information pour la Nutrition (PNMIN), (vii) la finalisation du processus de formulation des questions de politiques nutritionnelles avec une liste de 12 questions validées et adaptées à l'approche PNIN, (viii) le renforcement des capacités des points focaux sectoriels en collecte, traitement et analyse des données et à l'utilisation de l'outil de centralisation Open Data Portal (ODP), (viii) le rapport de la revue des plans et politiques en rapport avec la nutrition intégrant l'impact sur la nutrition des politiques gouvernementales sectorielles dans le cadre du passage d'un système de budget de moyen à un système de budget-programme ² (Directives UEMOA).

² Le gouvernement de la Côte d'Ivoire a entrepris en 2020 le passage d'un système de budgets de moyen à un système de budget-programme (directives UEMOA). UNICEF a fait le plaidoyer pour que la place du domaine de la Nutrition soutenu par plusieurs secteurs ministériels soit mieux connue, estimée et analysée dans le cadre de ce changement budgétaire profond, notamment pour éviter une perte des acquis budgétaires obtenus précédemment pour la Nutrition.

Toutes ces interventions ont permis d'avoir les résultats ci-dessous.

Tableau 1 : Synthèse des résultats de la performance du plan cadre

EFFETS	EXTRANTS OU PRODUITS	LIBELLE DES INDICATEURS	CIBLES	RESULTATS (AVRIL 2018-AOÛT 2020)	PERFORMANCE EN %	JUSTIFICATION
Effet 1 : Les parties prenantes de gestion de l'information en nutrition ont des capacités accrues pour opérationnaliser et maintenir fonctionnelle la plateforme PNMIN	Appuyer la centralisation, la gestion, l'analyse et la diffusion de l'information relative à la nutrition au sein du CNN	Nombre de personnes qualifiées mises à disposition par la fonction publique (B : 0 C : 5)	5	5	100 %	
		Nombre de personnes recrutées/ mises à disposition par l'Unicef pour la mise en œuvre de la PNMIN (B : 0 C : 3)	3	2	66 %	
		Nombre de comptes rendus des réunions du sous-comité technique élaborés par an (B : 0 C : 3)	3	4	133 %	
	Renforcer les capacités des parties prenantes (Ministères sectoriels et INS) pour la mise à disposition de données de qualité sur la nutrition	Nombre de plans de développement de capacités mis en œuvre par an à partir de 2018 (B : 0 C : 5)	5	2	40 %	Le plan global de renforcement des capacités couvre la période de 2019-2023. Il est décliné en plans annuels ; les plans de 2019 et 2020 ont été mis en œuvre.
		Nombre de personnes formées par an pour la mise à disposition de données de qualité sur la nutrition (B : 0 C : 75)	75	40	53 %	

Mettre en place une application de gestion des données de la PNMIN	Proportion des recommandations faites par le sous CT pour l'amélioration de la qualité des données aux parties prenantes collectant des données mises en œuvre (B : 0 C : 100 %)	100 %	100 %	100 %	Les commandations ont été formulées au cours des réunions du sous CT
	Taux global d'exécution du programme de formation (soit nombre de jours programmés *public cible/ nombre de jours exécutés * public cible réel) (B : 0 C : 100%)	100 %	100 %	75 %	
	Application de gestion des données fonctionnelles en 2018 (B : Non C : Oui)	NON	OUI	NON	
	Nombre de personnes formées pour l'utilisation de l'application en 2018 (B : 0 C : 16)	16	24	150 %	L'outil Open Data portal est actuellement utilisé pour la gestion des données de la plateforme.
	Fréquence de mises à jour de l'application, à partir de 2019 (B : 0 C : 4)	4	2	50 %	
	Proportion des données attendues par trimestre transmises à temps (B : 0 C : 100%)	100 %	0 %	0 %	Cet indicateur ne peut être renseigné chaque trimestre comme prévu. Les différentes parties prenantes ont des processus de validation qui n'ont pas la même périodicité.

						Les données sont plutôt collectées de façon annuelle.
		Disponibilité de Mémorandums d'accord signés avec les ministères techniques (B : 0 C :8)	8 %	0 %	0 %	Le sous-comité technique juge inopportun de faire pour le moment un mémorandum étant donné que toutes parties prenantes font partie du CONNAPÉ.
Identifier et prioriser les questions d'analyse et développer des plans de travail annuels		Nombre de plans de travail annuels du projet développés par an (B :0 C :1)	1	2	100 %	Un plan de travail annuel a été développé pour l'année 2019
		Nombre de retraites annuelles organisées par an (B :0 C :1)	1	0	0 %	
		Nombre de questions d'analyse sectorielles incluses dans le plan de travail annuel (B : 0 C :5)	5	3	60 %	Les questions d'analyses ont été formulées en 2019. Elles seront incluses en 2020.
Réaliser des analyses quantitatives et qualitatives des données nutritionnelles		Nombre d'ateliers de validation des analyses effectuées par an, à partir de 2019 (B :0 C :1)	1	1	100 %	Non démarré en attente de priorisation des questions prioritaires par le sous-comité technique
		Nombre d'analyses quantitatives et qualitatives effectuées par an, à partir de 2019 (B :0 C :2)	2	1	50 %	

		Proportion des analyses effectuées répondant aux besoins exprimés au cours des ateliers d'identification (B : 0 C: 100 %)	100 %	0	0 %	
		Nombre d'ateliers d'interprétation des résultats d'analyse organisés par an, à partir de 2019 (B :0, C :1)	1	0	0 %	Non démarré en attente de la réalisation des analyses quantitatives et qualitatives
	Ecrire des rapports d'analyse, avec des interprétations, des conclusions et recommandations	Nombre de personnels de la plateforme et des parties prenantes (Ministères) ayant atteint un niveau 1 ou un niveau 2 sur l'analyse et l'interprétation des données (niveau à définir par rapport au niveau de démarrage) (B :0, C :15)	15	0	0 %	
		Nombre de subventions accordées (B : 0 C : 4)	4	0	0 %	
	Gérer un petit programme de subventions pour la recherche	Nombre de projets de recherche réalisés	ND	0 %	0 %	
		Proportion des projets de recherche ayant fait l'objet d'au moins une publication dans une revue scientifique (B : 0 C :100 %)	100 %	0 %	0 %	

Effet 2 : Les parties prenantes sont capables d'utiliser les résultats de la PNMIN pour influencer et guider la mise en œuvre du PNMIN 2016-2020	Créer et appuyer la mise en place d'une interface Web pour présenter un résumé statistique de la PNMIN et diffuser l'information en matière de nutrition	Interface fonctionnelle (B : Non C : Oui)	NON	OUI	NON	
		Nombre de personnes formées pour la gestion de l'interface (B : 0 C : 4)	4	2	50 %	
		Nombre de mises à jour annuelles de l'interface à partir de 2019 (B : 0 C : 4)	4	2	50 %	
	Définir et mettre en œuvre un plan de communication pour la visibilité de la PNMIN	Proportion de secteurs pour lesquels on dispose de produits (rapports, documents, briefs) utiles à l'information décisionnelle sur la page Web (à T+2 ans, T+3 ans et T+4 ans) (B : 0 C :100 %)	100 %	0 %	0 %	
		Plan de communication et de validité élaboré et mis en œuvre (B : Non C : Oui)	NON	OUI	OUI	
	Présenter les résultats des analyses dans des formats appropriés à chaque audience et disséminer les informations	Proportion de personnes cibles (désagrégé par public cible) ayant retenu un, deux ou tous les messages communiqués (B : 0 C :100%)	100 %	0 %	0 %	
		Nombre de conférences annuelles de dissémination des résultats organisées à partir de 2019 (B : 0 C : 1)	1	0	0 %	Non démarré en attente des résultats des analyses avec les conclusions et les recommandations. recommandations.

Effet 2 : Les parties prenantes sont capables d'utiliser les résultats du PNMIN pour influencer et guider la mise en œuvre du PNMIN 2016-2020	Développer une expertise nationale pour la formulation de politiques et programmes de nutrition basés sur les évidences	Proportion des recommandations issues des recherches utilisées à des fins décisionnelles (B : 0 C : 50%)	50 %	0 %	0 %	
		Nombre de participants à des conférences externes (incluant la réunion annuelle du GSF) par an, à partir de 2019 (B : 0 C : 5)	5	66	supérieur 100 %	
		Nombre de cadres nationaux bénéficiant de formations spécialisées (B : 0 C : 6)	6	0	0 %	
	Appuyer la mise en place d'un Comité National de validation des sujets de la recherche et des résultats en nutrition	Nombre de documents de planification ou de programmation intégrant des informations / Résultats générés par la plateforme (B : 0 C : 5)	5	0	0 %	
		Drafts de textes réglementaires disponibles (B : Non C : Oui)	NON	OUI	NON	Un projet d'arrêté portant création, organisation, fonctionnement du comité de sélection des sujets et de validation des résultats de recherche en matière de nutrition est en cours de signature par la primature.
		Nombre d'ateliers de formation trimestriels organisés (B : 0 C : 5)	5	0	0 %	

L'analyse des résultats montre qu'après deux (2) années de mise en œuvre du projet, 50% des activités n'ont pas connu un début de réalisation. Par ailleurs, l'absence de cibles annuelles ne permet pas de porter une analyse critique sur les performances réalisées pour les autres activités.

Cependant, 7 activités soit 19% ont des performances supérieures ou égales à 100% à mi-parcours du projet.

Le renforcement des capacités des parties prenantes a été un élément important dans la mise en œuvre du projet et a contribué à l'atteinte de certains résultats.

Un plan global de renforcement des capacités a été élaboré pour la période 2019-2023, décliné en cinq plans annuels. Le plan de 2019 a été mis en œuvre à travers la signature d'une convention en février 2019 entre l'UNICEF et l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA). Cette intervention a permis de former 40 participants issus de 13 Ministères clés comme prévu.

Le plan de 2020 a été amorcé mais a connu une suspension à cause de la crise sanitaire liée à la pandémie COVID 19.

En effet, l'Unité de Gestion du Projet (UGP) a bénéficié de l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) qui a mis à sa disposition et a autorisé l'utilisation de l'application Open Data pour la centralisation et la gestion des données issues du PNMIN 2016-2020. Cette collaboration a abouti avec l'appui de l'Institut National de la Statistique (INS) à un renforcement des capacités de l'UGP et des parties prenantes sur l'outil Open Data Portal (ODP). Ainsi les contributeurs et les Data Managers de onze (11) secteurs ont été formés à la bonne utilisation de la plateforme Open Data Portal (ODP) pour la collecte et la diffusion des données sur la nutrition.

Le volet renforcement des capacités a mis un accent sur la priorisation et les questions d'analyse. Les parties prenantes ont été formées à la formulation des questions d'analyse de politiques nutritionnelles. Cette intervention a permis à 28 participants d'avoir une meilleure compréhension du cycle opérationnel de la PNMIN et de formuler par la suite 167 questions et sous questions relatives aux politiques et en lien avec les priorités nationales et le calendrier décisionnel. Ce processus de formulation des questions a été suivi de celui de l'affinement des questions et a permis de prioriser une liste consensuelle de 12 questions et un draft de cadre d'analyse.

Par ailleurs, la PNMIN a apporté un appui à la mise en place d'un programme de subventions qui vise à encourager et soutenir la participation des universités nationales, des instituts de recherche et des ONG à l'amélioration des connaissances en nutrition, en analysant les informations et les données concernant les politiques et les programmes en matière de nutrition humaine.

Un autre axe important du projet portait sur la capacité des parties prenantes à l'utilisation des résultats de la PNMIN pour influencer et guider la mise en œuvre de la PNMIN 2016-2020. La réalisation de cet axe s'est matérialisée par le développement et la finalisation de l'interface web pour la visualisation des données et/ou la publication des revues de la situation nutritionnelle qui est rattachée au site internet www.nutrition.gouv.ci. Cette plateforme a permis de simplifier et de rendre compréhensible les données sectorielles collectées.

La communication pour la visibilité des interventions et des résultats des acquis par la PNMIN constitue une priorité pour le projet. Ainsi, un plan de communication a été élaboré par le SE-CONNAPE et l'UNICEF. L'objectif général de ce plan est d'amener toutes les parties prenantes à s'engager et à faciliter la production, la transmission, l'utilisation et le partage des données de nutrition, de l'alimentation et du développement de la petite enfance. Il s'agira spécifiquement :

- En interne de : (i) susciter l'adhésion de toutes les parties prenantes à la vision et aux objectifs du projet, (ii) sensibiliser les parties prenantes au mode de fonctionnement et au cycle opérationnel de la PNMN, (iii) renforcer la crédibilité de la PNMN auprès des parties prenantes internes, (iv) renforcer la connaissance et les compétences de parties prenantes nécessaires à une participation positive à la PNMN, (v) mobiliser les parties prenantes en vue de leur participation aux activités de la PNMN, (v) faciliter la circulation de l'information au niveau de toutes les parties prenantes.
- Au niveau externe de : (i) faire connaître la plateforme à tous les décideurs et les parties prenantes engagées dans les questions de nutrition, (ii) informer les décideurs sur les acquis de la plateforme pour influencer les décisions en matière de nutrition, (iii) contribuer à la prise de décisions en matière de politique nutritionnelle, (iv) contribuer au renforcement de l'adhésion des PTF à la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance, (v) contribuer à la mobilisation des ressources, (vi) contribuer à une meilleure visibilité des actions de l'UNICEF et de l'UE dans les activités de la plateforme, (vii) susciter l'utilisation régulière de la plateforme par les cibles externes.

IV.2. Dépenses et Absorption

La Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition (PNMN) d'un budget de 1 598 108 Euros a été conçue pour une durée de 48 mois et la mise en œuvre a démarré en avril 2018.

Le budget du projet est financé en grande partie par l'UE à hauteur de 81% et l'Etat de Côte d'Ivoire 19%.

L'analyse des données financières des 2 premières années (Avril 2018-août 2020) montre un taux d'absorption relativement bon de 71% soit 56% pour l'année 1 et 82% pour l'année 2 par rapport au budget prévu.

Tableau 1 : Taux d'absorption sur la période de la revue

	ANNÉE 1 : AVRIL 2018-MARS 2019	ANNÉE 2 : AVRIL 2019-AOÛT 2020	TOTAL
Budget prévu	419 180 137,45	576 592 345	995 772 482,45
Dépenses	233 334 652,94	474 601 082,16	707 935 735,10
Taux d'absorption	56 %	82 %	71 %

Le taux d'absorption du projet à la fin des 2 années de mise en œuvre est de 44% par rapport au budget total sur les 4 années comme le montre le tableau ci-dessous.

Le taux d'absorption du projet à la fin des 2 années de mise en œuvre est de 44% par rapport au budget total sur les 4 années comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Dépenses du projet Avril 2018-Août 2020

	UNION EUROPEENNE	ETAT	TOTAL	POURCENTAGE
BUDGET DU PROJET SUR 48 MOIS EN FCFA	1 306 304 131,10	299 040 000	1 605 334 131,10	
%	81%	19%	100%	
MONTANT DEPENSE AVRIL 2018 - MARS 2019 EN FCFA	158 574 652,94	74 760 000	233 334 652,94	15%
MONTANT DEPENSE AVRIL 2019 - MARS 2020 EN FCFA	267 242 372,16	74 760 000	342 002 372,16	21%
MONTANT DEPENSE AVRIL - AOÛT 2020 EN FCFA	101 448 710	31 150 000	132 598 710	8%
TOTAL	527 265 735	180 670 000	707 935 735	44%
%	40%	60%	44%	

Ces données montrent une augmentation des dépenses de la 1ère année à la 2^{ème} année soit une croissance de 29 %.

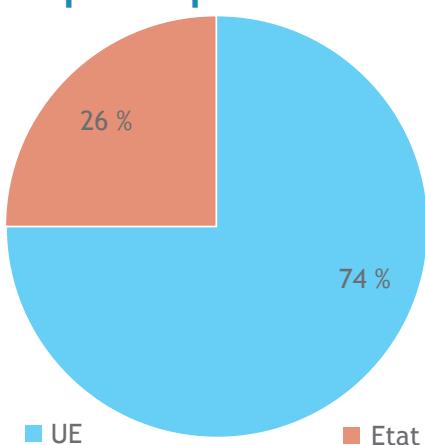
Le taux d'absorption de 56 % en Année 1 (avril 2018 - mars 2019) est passé à 82 % en année 2 (avril 2019 - mars 2020), cela grâce à une facilitation des procédures administratives et la mise en œuvre d'un plan accélération.

IV.3. Pérennisation ou durabilité

Le coût total du budget s'élève à 1.605.334.131 FCFA dont 81 % sont financé par l'Union Européenne et 19 % par l'Etat de Côte d'Ivoire. On note que la quasi-totalité du financement du projet est dépendante des financements extérieurs avec un seul bailleur.

En effet, sur les 2 premières années de mise en œuvre du projet 707 935 713 FFCA ont été dépensés pour l'exécution des interventions dont 525 265 735 FCFA de l'UE soit 74 % et 180 670 000 FCFA de l'Etat de Côte d'Ivoire soit 26 %

Graphique 1 : Dépenses par sources de financement



Les dépenses de l'Etat sont allouées au fonctionnement du projet c'est-à-dire le paiement des salaires du personnel et autres charges : loyer des locaux et autres frais logistiques. Les coûts des interventions définies dans les différents plans d'actions sont supportés par un seul bailleur et cela pose le problème de la pérennité du projet et de son appropriation par la partie nationale.

Ces données montrent que des efforts restent à faire pour augmenter le niveau de la contribution des acteurs nationaux pour la pérennisation des interventions afin de réduire la dépendance vis-à-vis des financements extérieurs et d'un seul bailleur.

Le problème de la nutrition constitue une priorité pour l'Etat de Côte d'Ivoire et des Partenaires Techniques et Financiers à travers essentiellement les ODD 2 « Faim Zéro » et les ODD 3 « Bonne santé et bien-être ». Pour atteindre ces résultats d'énormes ressources sont à mobiliser pour la mise en œuvre des interventions. Il s'agira donc de diversifier les sources de financement par l'augmentation de la contribution de l'Etat, l'implication des autres secteurs tels que le secteur privé et ainsi que le plaidoyer auprès des autres bailleurs.

L'ancrage de la plateforme a un niveau décisionnel élevé (Primature) pourrait constituer un atout pour renforcer le plaidoyer auprès des différents acteurs et parties prenantes au niveau national et international.

Par ailleurs, les différents renforcements de capacités des parties prenantes à travers l'élaboration de documents de politiques et guides, la formation des sectoriels dans divers domaines et l'équipement du Secrétariat Exécutif du CONNAPE sont des acquis qui pourraient perdurer après le retrait des financements et la clôture du projet.

V. Processus de mise en œuvre

Le projet a été mis en œuvre à travers les Plans Annuels Opérationnels (PAO) qui définissent les interventions, les cibles, les performances attendues, le chronogramme, les responsables et le budget. L'exécution des PAO a permis de réaliser les interventions planifiées dans le document projet au cours des 2 années.

Même si l'absence de cibles annuelles dans le document projet ne permet pas de suivre les progrès réalisés, des résultats ont été obtenus après les 2 années de mise en œuvre du projet et ont permis aux parties prenantes et acteurs d'avoir des acquis et améliorer le cadre de la mise en œuvre des interventions de la PNMIN.

L'atteinte de ces résultats est la résultante de plusieurs facteurs qui ont constitué les forces dans la mise en œuvre du projet.

IV.1. Forces

1.1. La Gouvernance

La PNMIN est logée au sein du SE CONNAPE, structure de coordination des interventions nutritionnelles en Côte d'Ivoire. Elle bénéficie du soutien nécessaire du SE-CONNAPE pour l'atteinte de ses objectifs. La PNMIN dispose de personnel clé pour la gestion du projet dont les missions et attributions sont bien définies dans l'arrêté portant création de la plateforme et répondent aux exigences de gestion du projet. La PNMIN a contribué au renforcement du cadre de coordination multisectoriel de la nutrition. Cette gouvernance a permis aux parties prenantes d'avoir une meilleure compréhension de la nutrition en tant que problème multisectoriel. Cela a favorisé une prise de conscience avec des responsabilités partagées entre les différents secteurs pour la mise en œuvre du plan national de nutrition et la réalisation de ses objectifs et cibles.

Le processus inclusif et participatif adopté par la PNMIN dans la mise en œuvre du projet a favorisé l’implication, l’appropriation et la motivation des parties prenantes notamment les sectoriels dans la mise en œuvre du plan national de nutrition.

Les ressources, notamment financières, humaines et matérielles ont été disponibles pour la mise en œuvre des interventions du projet.

1.2. Le suivi

Les indicateurs clés du projet ont été identifiés avec une bonne compréhension et appropriation par les parties prenantes. L’appui et le soutien aux différents secteurs dans la collecte et l’analyse des données existantes pertinentes à la nutrition par la PNMIN a permis d’améliorer la qualité des données au niveau des secteurs avant leur transmission au service d’évaluation SE-CONNAPE. Cette intervention a été un point clé dans la mise en œuvre du projet et a permis d’avoir des données de qualité qui serviront à la prise de décisions stratégiques et opérationnelles à tous les niveaux dans la mise en œuvre du plan national de nutrition. Un planning pour la production des rapports d’activité a été établi et a permis la disponibilité des données.

La centralisation des données multisectorielles de nutrition a permis d’harmoniser les indicateurs et renforcer la collecte des données nutritionnelles. La mise en place de ce mécanisme centralisé des données relatives à la nutrition des différents secteurs a contribué à une analyse plus profonde et connecté d’information multisectorielle. Aussi, la disponibilité des données triangulées et consolidées provenant de différents secteurs aurait contribué à influencer le choix et la conception des actions et améliorer le ciblage et la couverture des programmes pour les populations vulnérables.

1.3. Le renforcement des capacités

Le renforcement des capacités des parties prenantes notamment les sectoriels a constitué une force dans la mise en œuvre du projet et l’atteinte de certains résultats. L’existence d’un plan de renforcement des capacités a permis d’identifier les besoins des acteurs et les domaines en formation. Les parties prenantes notamment les acteurs à travers leurs points focaux ont bénéficié de plusieurs formations qui ont permis d’améliorer leurs connaissances et compétences dans le domaine de : (i) suivi évaluation (collecte, traitement, analyse des données), (ii) l’utilisation des applications, (iii) l’identification, la formulation et la priorisation des questions d’analyses. Ces formations ont été capitales pour l’appropriation des parties prenantes dans la mise en œuvre du projet.

Le renforcement des capacités a porté aussi sur l’acquisition des équipements et logiciels pour l’Unité de Gestion du Projet. Il s’agit de la création d’une base de données sécurisées qui est alimentée et régulièrement mise à jour, de la plateforme Open Data Portal (ODP) accessible, l’interface Web qui est rattachée au site internet www.nutrition.gouv.ci. A ces interventions s’ajoute l’acquisition d’équipements informatiques et de matériels pour le fonctionnement du l’UGP.

1.4. Le partenariat

La mise en œuvre du projet et de la plateforme visait à impliquer tous les partenaires concernés dans l’initiative notamment le secteur public à travers les ministères, le secteur privé, la société civile et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Ainsi plusieurs partenariats ont été signés d’une part avec tous les réseaux SUN, MEAL et MQSUN qui sont disponibles pour soutenir la PNMIN dans le volet du suivi et d’autre part avec la FAO, l’OMS, l’Ecole nationale des Statistiques et Economie Appliquée (ENSEA) pour la formation des acteurs et la réalisation des études³.

³ Rapport annuel d’activités 2019 de la plateforme nationale multisectorielle d’information pour la nutrition : avril-mars 2019

IV.2. Faiblesses

Malgré les résultats acquis, le projet a connu des difficultés dans sa mise en œuvre qui n'ont pas permis d'avoir les résultats escomptés. En effet, 50% des interventions du projet n'ont pas été réalisées après 2 ans de mise en œuvre et ces faiblesses sont liées à plusieurs facteurs.

2.1. La Gouvernance

L'ancrage institutionnel de la PNMIN à la Vice-présidence même s'il peut être une force pour la prise de décision stratégique peut constituer une faiblesse. En effet ce positionnement peut rendre vulnérable la plateforme en cas de changement majeur au niveau institutionnel et politique.

L'étude C4N a mis en évidence une insuffisance dans la clarification des rôles et responsabilités de certains points focaux sectoriels et une faiblesse dans la description des liens entre la plateforme et les sous sectoriels des ministères.

Par ailleurs, bien que les activités et les indicateurs soient inclus dans la PNMIN et dans les plans des ministères, les sectoriels ne disposent pas de ressources financières supplémentaires pour la mise en œuvre des activités et cela pourrait avoir des conséquences sur la qualité des données produites.

Les procédures administratives mises en place dans le cadre de la gestion du projet notamment pour la validation des documents, la signature et autres éléments sont lourdes et manquent de fluidité et constituent un frein à la mise à disposition des fonds.

Aussi, tous les secteurs ne se sont pas encore approprié totalement le projet. Cette situation est encore plus marquée au niveau central notamment chez les décideurs de haut niveau dans les ministères et cela pourrait être lié à un manque de visibilité entre le rôle du SE-CONNAPÉ et celui de PNMIN. On note des problèmes de remontée de données, la non-participation des représentants de certains ministères aux réunions de sous-comité, les difficultés de certains points focaux à renseigner les indicateurs.

2.2. Suivi

L'existence de la plateforme a permis de centraliser plus de 60 % des données de nutrition du cadre commun de Suivi-Evaluation du PNMIN 2016-2020. Malgré ce progrès, les données de certains sectoriels n'arrivent pas à temps et d'autres indicateurs ne figurent pas dans le dispositif statistique des ministères techniques. La collecte des données en routine des différents indicateurs ou la réalisation d'enquêtes aiderait l'amélioration de la disponibilité des données.

Il est donc nécessaire d'apporter un soutien à certains ministères sectoriels pour l'amélioration de la disponibilité des données. Aussi, la revue a mis en exergue le manque d'interopérabilité entre les applications sectorielles lorsque celles-ci étaient existantes au niveau des ministères, et la nécessité d'engager la réflexion sur des appuis pour les futures applications sectorielles qui seraient déployées. La revue a également noté l'absence d'un plan de suivi et évaluation du projet, ce qui ne permet pas de faire un suivi efficace des interventions.

Par ailleurs, l'enquête du C4N auprès des acteurs souligne la nécessité de rassembler les données disponibles, de définir les indicateurs essentiels à collecter en routine, de faire un tri pour supprimer les indicateurs non essentiels afin de rendre plus SMART le cadre des résultats. Cette enquête note aussi une insuffisance dans la consolidation, le traitement des données et surtout la culture du partage de l'information entre les ministères.

La rétro information de la PNMIN aux sectoriels concernant l'analyse et le rapportage des données n'est pas toujours systématique et on note le non-respect des délais de transmission des données par certains sectoriels pour alimenter l'application.

2.3. Communication et visibilité

Malgré un bon encrage au sein du SE-CONNAPE, plusieurs intervenants selon l'enquête du C4N ont mentionné que la visibilité de la plateforme reste encore faible au niveau des décideurs des différents ministères et institutions concernés. Le rôle et les missions du SE-CONNAPE et de celui de la PNMIN restent entre méconnus.

La communication au sein des sous-secteurs reste encore insuffisante et mérite d'être améliorée. L'absence de cellules PNMIN au sein des ministères et institutions pour la coordination des interventions des sous-secteurs constitue un frein à la diffusion et à la vulgarisation des interventions de la PNMIN.

Le plan de communication élaboré n'est pas encore mis en œuvre. Ce plan a pour objectif d'amener toutes les parties prenantes à s'engager et à faciliter la production, la transmission, l'utilisation et le partage des données de nutrition, de l'alimentation et du développement de la petite enfance.

Un des volets externes de ce plan est de faire connaître la plateforme à tous les décideurs et les parties prenantes engagées dans les questions de nutrition, d'informer les décideurs sur les acquis de la plateforme pour influencer les décisions en matière de nutrition et de contribuer à la prise de décisions en matière de politique nutritionnelle.

2.4. Développement des capacités

Selon les résultats de l'enquête C4N, plusieurs parties prenantes ont souligné la nécessité pour la PNMIN de s'appuyer sur les travaux déjà réalisés en matière de sensibilisation à la nutrition et de poursuivre le développement des capacités pour améliorer le niveau de réflexion et d'analyse. Ces thématiques pourraient se porter sur : comment mieux utiliser les budgets sectoriels et comment adapter et cibler les interventions pour un impact sur la nutrition. Ces formations pourraient se faire en ligne. En outre, l'équipe de la PNMIN ne dispose pas de compétences sur l'outil LIST.

La revue a noté d'une part l'absence de transfert des compétences au sein des sectoriels et d'autre part le processus d'identification, de priorisation des questions d'analyse qui est long et fastidieux selon les participants. Plusieurs formations programmées ont connu un retard dans le démarrage et cette situation est liée à l'environnement sanitaire de la COVID19. Des solutions de rechange ou correctrices telles que le E-learning auraient pu être mises en place pour assurer les formations.

L'existence uniquement en anglais de nombreux documents et ressources NIPN reste un problème et une contrainte pour leurs utilisateurs qui ne sont pas souvent bilingues.

2.5. Centralisation des interventions

L'initiative PNMIN à ce jour ne concerne que le niveau central bien que certaines questions identifiées dans le processus de formulation soient spécifiques aux régions. Selon l'enquête C4N, les acteurs déplorent la faible implantation de la PNMIN au niveau déconcentré. Les acteurs et les parties prenantes au niveau des régions doivent être impliqués afin de renforcer la sensibilisation sur le programme et les questions de nutrition.

L'existence des structures plus durables dans les régions administratives est indispensable pour la production des données de routine de qualité et réduire les études et enquêtes qui sont plus coûteuses.

VI. Théorie du changement

Selon les différentes analyses, plusieurs facteurs expliquent le faible résultat obtenu après 2 années de mise en œuvre du projet avec 50 % des interventions non réalisées comme mentionné ci-dessus.

Les objectifs du projet à travers les plans d'action consistaient à apporter un appui aux Ministères impliqués dans la mise en œuvre du plan nutrition en Côte d'Ivoire pour leur permettre d'une part, d'acquérir des connaissances sur la thématique de nutrition et d'autre part, de renforcer leur implication dans la production de données de qualités pour la prise de décision stratégique et opérationnelle.

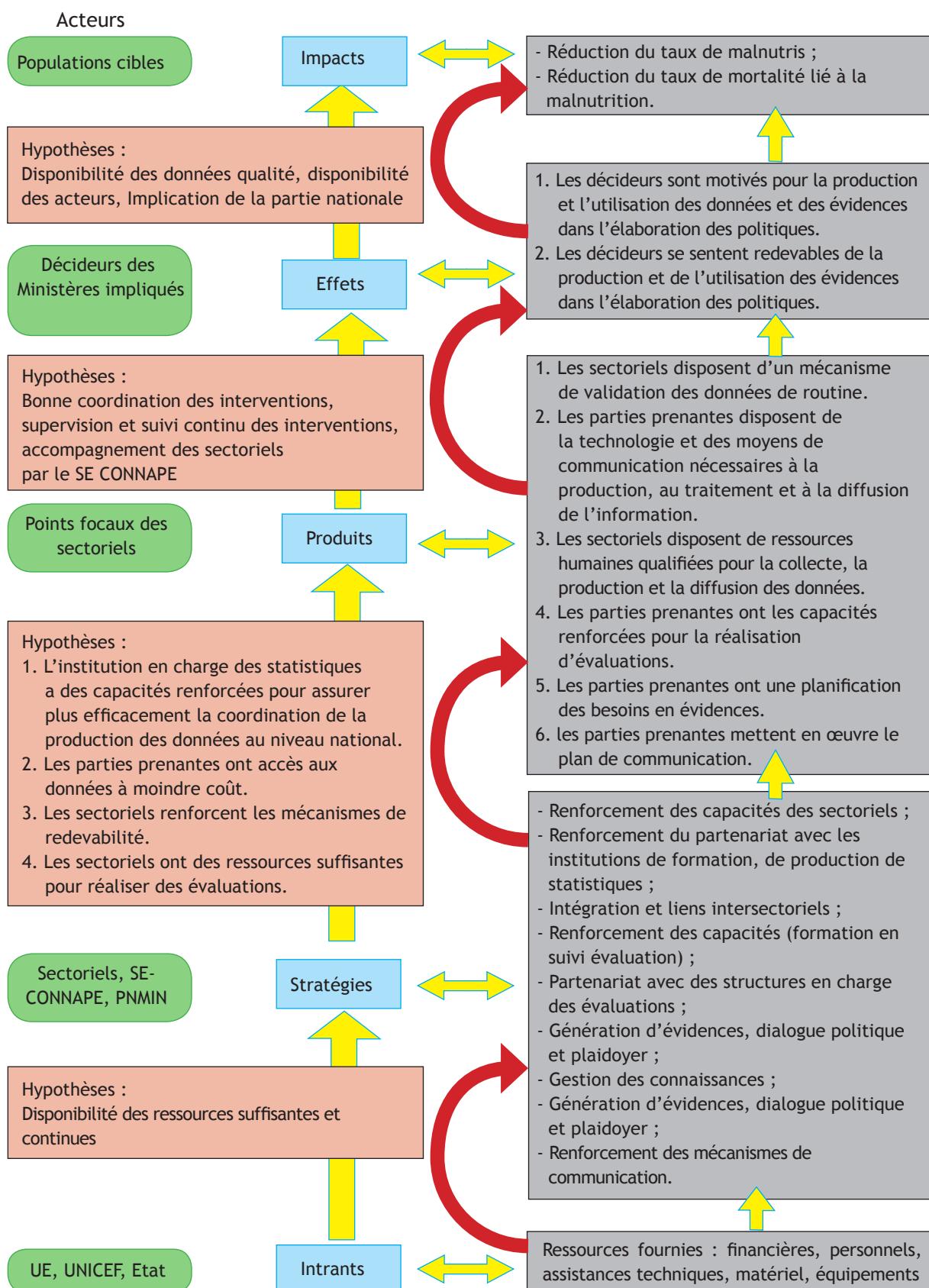
Les investissements réalisés par l'Union Européenne, l'UNICEF et l'Etat devaient permettre un changement opérationnel à court terme des acteurs et parties prenantes par le biais de : (i) la formation, (ii) ateliers de transformation personnelle, (iii) la communication et la sensibilisation, (iv) le plaidoyer.

Les différentes interventions devraient permettre aux pouvoirs publics et aux autorités d'avoir une meilleure connaissance des problèmes de nutrition chez les populations surtout les plus vulnérables afin d'adapter les décisions à la spécificité de la cible, mettre en place des textes et lois pour les protéger ; garantir un accès équitable aux structures de prévention et de prise en charge.

La théorie du changement explique comment les interventions sont censées produire les résultats qui contribueront à la réalisation des impacts finaux prévus. Elle décrira : (i) le cadre des résultats : impact, effets, extrants ou produits, les stratégies, les intrants, (ii) les entités et acteurs de mise en œuvre et leurs principaux rôles, (iii) les hypothèses de réussites, (iv) les risques.

La théorie du changement développée a permis de revoir le cadre des résultats et des stratégies en annexe.

Figure 3 : Schéma de la théorie du changement.



La mise en œuvre de cette théorie est liée à des opportunités et menaces qui pourraient si elles ne sont pas mitigées être un frein à l'atteinte des résultats. Ces opportunités et menaces se situent à tous les niveaux dans la mise en œuvre du projet.

VI.1. Opportunités

1. La disponibilité des bailleurs et Partenaires Techniques et Financiers à accompagner la mise en œuvre du PNMN 2016-2020 de nutrition pour l'atteinte des ODD à travers la mise à disposition de ressources financières et d'assistance techniques est un atout pour l'atteinte des résultats.
2. L'évaluation revue finale du PNMN 2016-2020 et l'élaboration du nouveau plan 2021-2025 constituent une opportunité pour la mise en œuvre du projet.
3. La disponibilité et l'accès libre à l'application open DATA for all pour la centralisation et la gestion des données issues du PNMN 2016-2020 permettra aux acteurs et parties prenantes de disposer de données de qualité et fiables à temps réel à tous niveaux pour la prise de décision.
4. La disponibilité et l'implication des partenaires techniques BAD, ENSEA, les réseaux SUN, MEAL et MQSUN, la FAO, l'OMS pour l'accompagnement du projet permettra de renforcer les capacités techniques des acteurs.

VI.2. Menaces

1. La dépendance financière du projet à 81% par un financement extérieur pourrait constituer une menace en cas d'arrêt de la coopération.
2. Les troubles socio-politiques pourraient retarder la mise en œuvre des activités et empêcher l'atteinte des résultats.
3. La survenue d'une deuxième vague et la prolongation de la situation sanitaire liée à la COVID19 pourraient constituer un obstacle important dans la mise en œuvre des activités du fait de la restriction des déplacements et des réunions.
4. La survenue d'autres crises (sanitaires, économiques ou environnementales, etc.) pourrait constituer un obstacle important dans la mise en œuvre des activités du projet.

Conclusion

D'un coût global de 1 991 448 Euros soit 1 605 334 131,10 FCFA sur quatre ans, le projet de mise en place de la Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition (PNMIN) vise à opérationnaliser un système efficient de recueil de l'information pour collecter et analyser les données issues de tous les secteurs concernés par la nutrition, en vue d'orienter la prise de décision et les investissements en nutrition.

Après deux années de mise en œuvre, 50 % des interventions planifiées du projet n'ont pas été réalisées. L'absence de plan de suivi évaluation et d'indicateurs annuels ne nous permet pas de mesurer les progrès réalisés à mi-parcours de la mise en œuvre du projet. Cependant, 7 activités soit 19 % ont des performances supérieures ou égales à 100 % à mi-parcours du projet.

Le renforcement des capacités des parties prenantes et des institutions partenaires à travers la formation des acteurs des sectoriels, la mise en place d'une plateforme Open Data Portal (ODP) ont été un élément important dans la mise en œuvre du projet et ont contribué à l'atteinte de certains résultats.

Le taux d'absorption globale sur les 2 années de mise en œuvre du projet est de 71 % avec une progression de 56 % en Année 1 à 82 % en année 2. Par ailleurs, on note que la quasi-totalité du financement du projet est dépendante des financements extérieurs (74 %) avec un seul bailleur qui est l'UE et cela pose le problème de la pérennisation des interventions.

Recommandations

RECOMMANDATIONS	DESTINATAIRE(S)	NIVEAU DE PRIORITE
Faire un plaidoyer pour le relèvement du financement de l'Etat et la diversification des sources de financements afin de garantir la pérennisation de la plateforme.	SE-CONNAPE	Elevé
Planifier des rencontres au niveau des secteurs pour une meilleure appropriation du projet.	SE-CONNAPE	Elevé
Mettre en place un système fluide pour améliorer la gestion administrative du projet afin de faciliter la mise en œuvre des interventions.	SE-CONNAPE/UE	Moyen
Renforcer la communication du projet au niveau sectoriel pour une meilleure appropriation et l'utilisation des données pour des prises de décision.	SE-CONNAPE/UNICEF	Elevé
Apporter un appui aux sectoriels pour la collecte des données de routine afin de disposer d'indicateurs de qualité de façon continue.	SE-CONNAPE/UNICEF	Elevé
Apporter un appui aux sectoriels pour la réalisation d'études et enquêtes.	SE-CONNAPE/UNICEF	Elevé
Renforcer la déconcentration des interventions de la plate-forme au niveau des différentes régions pour une prise en compte besoins au niveau régional.	SE-CONNAPE	Moyen
Développer le plan de suivi-évaluation du projet afin de faire un suivi efficace des interventions.	PNMIN	Elevé

Annexe :

1. Matrice des résultats et des interventions revues pour les 2 années à venir

IMPACT :		
EFFET INTERMEDIAIRE 1 : LES DECIDEURS SONT MOTIVES POUR LA PRODUCTION ET L'UTILISATION DES DONNEES ET DES EVIDENCES DANS L'ELABORATION DES POLITIQUES		
PRODUITS	STRATEGIES	ACTIVITES
Les sectoriels disposent d'un mécanisme de validation des données de routine.	Renforcement des capacités des sectoriels	Appuyer les sectoriels pour l'élaboration d'un manuel de procédures de gestion des données
		Former les acteurs à l'utilisation du manuel de procédures de gestion des données
		Organiser des sessions de formation des parties prenantes sur la gestion des systèmes d'information
		Apporter un appui technique et financier pour la réalisation des sessions de validation des données sectorielles (UGP)
Les parties prenantes disposent de la technologie et des moyens de communication nécessaires à la production, au traitement et à la diffusion de l'information.	Renforcement du partenariat avec les institutions de formation, de production de statistiques	Etablir des partenariats pour la production de données statistiques sectorielles
		Etablir des partenariats pour soutenir la mobilisation de ressources financières pour la production des données sectorielles
	Renforcement des capacités techniques	Renforcer la plateforme en outils (équipement et formation) de sauvegarde de données (outils logiciels de sauvegarde, Serveur, antivirus, etc.)
		Equiper les producteurs de données sectoriels en matériel informatique (ordinateurs, tablettes, antivirus etc) et connexion internet
		Assurer l'interopérabilité des systèmes d'information des sectoriels et de la plateforme
Les sectoriels disposent de ressources humaines qualifiées pour la collecte, la production et la diffusion des données.	Renforcement des capacités des sectoriels	Apporter un appui technique et financier pour le renforcement des systèmes d'information sectoriels
		Assurer la mise à jour de l'application de gestion des données
		Organiser 4 sessions de formation des parties prenantes (analyse des données, évaluation de la qualité des données, cartographie)
		Etablir un partenariat avec des structures de formation en ligne pour la formation des sectoriels
		Former les parties prenantes à l'utilisation des évidences pour la formulation de politiques nutritionnelles dans tous les secteurs

EFFET INTERMÉDIAIRE 2 : LES DECIDEURS SE SENTENT REDEVABLES DE LA PRODUCTION ET DE L'UTILISATION DES EVIDENCES DANS L'ELABORATION DES POLITIQUES

PRODUITS	STRATEGIES	ACTIVITES
Les parties prenantes ont les capacités renforcées pour la réalisation d'évaluations.	Renforcement des capacités (formation en suivi évaluation)	<p>Soutenir des formations certifiantes en lien avec la thématique nutritionnelle des parties prenantes (membres de l'UGP ; les ministères sectoriels);</p> <p>Soutenir la Formation des parties prenantes à utilisation des évidences pour l'élaboration de documents de politiques, plan et programmes dans tous les secteurs</p> <p>Organiser des sessions de formation de l'UGP et des parties prenantes sur l'outil LIST</p> <p>Appuyer techniquement les parties prenantes dans l'évaluation des politiques, plans et programmes sectoriels</p> <p>Soutenir la formation des parties prenantes en suivi et évaluation</p>
	Partenariat avec des structures en charge des évaluations (2IEVAL, RISE, IPDET, CAPEC, CLEAR etc.)	<p>Tisser des partenariats avec des structures en charge de l'évaluation des plans et programmes pour la formation des sectoriels</p> <p>Etablir des partenariats pour la production et l'analyse de données statistiques issues des évaluations</p>
	Génération d'évidences, dialogue politique et plaidoyer	<p>Créer un partenariat avec les Universités, les centres de recherches et les cabinets d'expertises</p> <p>Appuyer les sectoriels pour la réalisation d'évaluation;</p> <p>Former les Parties prenantes en CCCS</p> <p>Elaborer et diffuser les supports de communication et de plaidoyer institutionnel</p>
Les parties prenantes ont une planification des besoins en évidences.	Gestion des connaissances (partage d'expérience, répertoire des enquêtes, études, évaluation au niveau national et international)	<p>Assurer la participation des parties prenantes (SE-CONNAPE, UGP, Sectoriels) aux réunions de partage d'expériences</p> <p>Créer un cadre de partage d'expériences avec les autres pays membres de l'initiative PNIN sur les bonnes pratiques en matière d'évaluation des politiques, plans et programmes</p> <p>Réaliser l'étude diagnostic sur le cadre d'investissement en nutrition</p> <p>Actualiser la cartographie des interventions et des intervenants en nutrition et DPE</p>
	Génération d'évidences, dialogue politique et plaidoyer	<p>Créer un cadre de partage d'expériences avec les autres pays en matière de développement de plateforme</p> <p>Identifier et référencer les études et les évaluations en matière de nutrition sur la plateforme de la PNMIN</p>
Les parties prenantes mettent en œuvre le plan de communication.	renforcement des mécanismes de communication	VOIR PLAN DE COMMUNICATION
	renforcement des capacités de la plateforme en matière de communication	
	construction de l'image et de la visibilité de la plateforme	
	renforcement du dialogue, de la négociation et des échanges avec les partie prenantes	



PNMIN

**Plateforme Nationale Multisectorielle
d'Information pour la Nutrition**

***Secrétariat Exécutif du Conseil National pour la Nutrition l'Alimentation
et le Développement de la Petite Enfance***

Abidjan, Cocody II Plateaux, SIDECI, carrefour Duncan en face de la station Shell / Villa 269
Tél. : (225) 27.22.41.42.02 - Site web : www.pnmin.gouv.ci